



DH-SYSC(2019)R5

18/10/2019

COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME
(CDDH)

**COMITÉ D'EXPERTS SUR LE SYSTÈME
DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
(DH-SYSC)**

RAPPORT DE RÉUNION

5^e réunion

15 – 18 octobre 2019

Point 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX

1. Le Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC) a tenu sa 5^e réunion à Strasbourg du 15 au 18 octobre 2019. La liste des participants figure à l'Annexe I.
2. La Présidente, Mme Brigitte OHMS (Autriche) ouvre la réunion et passe en revue les différents sujets à l'ordre du jour, notamment l'examen, en vue de leur adoption, de l'avant-projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international ainsi que du projet de Contribution du CDDH à l'évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken.
3. M. Mikhail LOBOV, Chef du Service des politiques et de la coopération en matière de droits de l'homme, souhaite la bienvenue aux participants. Il se félicite que le DH-SYSC puisse se réunir à nouveau, après presque deux ans sans possibilité de se réunir. Par ailleurs, il souligne l'importance de ses travaux portant notamment sur les deux documents précités. Il forme l'espoir que le DH-SYSC sera en mesure de les finaliser et les adopter lors de la présente réunion.
4. Le Comité adopte l'ordre du jour (voir l'Annexe II) et l'ordre des travaux (DH-SYSC (2019)OT1rev).

Point 2 : EXAMEN, EN VUE DE SON ADOPTION, DE L'AVANT-PROJET DE RAPPORT DU CDDH SUR LA PLACE DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ORDRE JURIDIQUE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

5. Mme Florence MERLOZ, Présidente du Groupe de rédaction sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international (DH-SYSC-II), présente l'avant-projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international (document DH-SYSC-II(2019)R7 Addendum), tel qu'adopté par le DH-SYSC-II lors de sa 7^e et dernière réunion (15–18 septembre 2019).
6. À l'issue d'un débat d'ordre général, le Comité procède à un examen de l'avant-projet de Rapport du CDDH et convient d'un certain nombre d'amendements à la lumière des discussions et des commentaires écrits reçus de la part des délégations des États membres (voir document DH-SYSC(2019)04).
7. Le Comité adopte le texte du projet de Rapport du CDDH.
8. La délégation de la Fédération de Russie fait des déclarations concernant :
 - le paragraphe 122¹ du projet de Rapport, en déclarant que « La Délégation de la Fédération de Russie regrette que le Rapport n'admette pas le caractère manifestement contradictoire de l'arrêt relatif à l'affaire *Catan et autres c. République de Moldova et Russie*, ni le fait que la Cour a considérablement étendu les facteurs inhérents à la

¹ Les numéros de paragraphes mentionnés correspondent à ceux qui figurent dans le document [DH-SYSC-II\(2019\)R7Addendum](#).

détermination de l'existence du « contrôle effectif », abaissant ainsi considérablement le seuil de responsabilité. » (*traduction du Secrétariat*) ;

- le paragraphe 185 du projet de Rapport, en déclarant que « La délégation de la Fédération de Russie regrette le manque de recommandations substantielles correspondant aux défis identifiés et propose de souligner la nécessité que la Cour, dans l'intérêt de préserver son autorité, applique de manière plus cohérente les règles pertinentes du droit international général, qui incluent celles codifiées dans les AREFII. » (*traduction du Secrétariat*) ;
- le paragraphe 427 du projet de Rapport, en déclarant que « La délégation de la Fédération de Russie regrette que les conclusions du rapport ne reflètent pas correctement les défis et les solutions identifiés et propose de souligner que la clarté et la cohérence dans l'application par la Cour des règles du droit international général sur la responsabilité des États revêt d'une grande importance pour les États parties. » Cette délégation rappelle qu'elle considère que la nécessité de préserver l'autorité de la Cour est énoncée dans la Déclaration de Copenhague et dans le Rapport du CDDH sur l'avenir à plus long terme du système de la CEDH. Cette délégation a en outre indiqué que l'un des défis majeurs qui menacent l'autorité de la Cour réside dans la fragmentation du droit international due à l'application que fait la Cour de ses propres critères pour établir la juridiction, ainsi qu'à l'absence d'une distinction claire entre les notions de juridiction et de responsabilité dans les décisions de la Cour. (*traduction du Secrétariat*)

Le texte intégral de cette déclaration qui contient la position exprimée par la Fédération de Russie figure en Annexe III du présent rapport de réunion.

9. La délégation de la République de Moldova fait la déclaration suivante portant sur le paragraphe 133 du projet de Rapport du CDDH : « La République de Moldova ne partage pas l'évaluation de la manière dont les faits étaient présentés dans ce paragraphe concernant les affaires *Ilaşcu* et *Catan*. » La délégation rappelle qu'elle a déclaré qu'elle partage l'appréciation faite par la CEDH concernant l'influence décisive et le contrôle effectif appliqués dans les affaires *Ilaşcu* et *Catan*. (*traduction du Secrétariat*) Le texte intégral de cette Déclaration exposant la position exprimée par la République de Moldova figure à l'Annexe IV du présent rapport de réunion.

10. A la fin de la réunion, la délégation de l'Azerbaïdjan fait part de son intention de soumettre une déclaration concernant les paragraphes 133 et 134 du projet de Rapport au CDDH. La délégation de l'Arménie fait part de son intention de soumettre également une déclaration en fonction du contenu de la déclaration de l'Azerbaïdjan.

11. Le DH-SYSC-II n'a pas été en mesure de trouver un consensus sur le texte d'un résumé durant sa réunion en dépit du fait qu'une majorité des délégations souhaitait disposer d'un tel résumé². Lors de la réunion du DH-SYSC, une majorité des délégations considère qu'un résumé serait utile, alors qu'une délégation estime qu'un tel résumé n'est pas nécessaire. Le DH-SYSC décide de créer un groupe *ad hoc* informel composé de représentants de délégations intéressées au sein du DH-SYSC. Ce groupe aura pour mission de rédiger un bref résumé qui sera transmis aux participants à la réunion du CDDH pour commentaires. Le texte sera examiné par le Bureau du CDDH et transmis ensuite au CDDH pour éventuelle adoption lors de sa 92^e réunion (26–29 novembre 2019).

12. Il est noté que le projet de Rapport sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international sera transmis au CDDH pour

² Voir DH-SYSC-II(2019)R7, § 8.

examen et éventuelle adoption du Rapport final lors de sa prochaine réunion en novembre 2019. Le texte du projet de Rapport adopté figure dans le document [DH-SYSC\(2019\)R5 Addendum 1](#).

Point 3 : EXAMEN, EN VUE DE SON ADOPTION, DU PROJET DE CONTRIBUTION DU CDDH À L'ÉVALUATION PREVUE PAR LA DECLARATION D'INTERLAKEN

13. La Présidente rappelle que la Déclaration d'Interlaken (2010) a invité le Comité des Ministres à décider, avant la fin de 2019, si les mesures adoptées au cours du processus de réforme du système de la Convention européenne des droits de l'homme s'étaient révélées suffisantes pour assurer un fonctionnement durable du mécanisme de contrôle de la Convention ou si des changements plus fondamentaux s'avéraient nécessaires³. Le CDDH a été chargé de rédiger une Contribution à cette évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken.

14. La Présidente présente le projet de Contribution du CDDH à l'évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken (document DH-SYSC(2019)02), tel que préparé par le Secrétariat sur la base d'un avant-projet de table des matières adopté par le CDDH et des orientations données par ce dernier⁴.

15. À la suite d'un débat d'ordre général, le Comité procède à un examen du projet de Contribution paragraphe par paragraphe et convient d'un certain nombre d'amendements à la lumière des discussions et des commentaires écrits reçus de la part des participants à la réunion du DH-SYSC (voir document DH-SYSC(2019)03).

16. Le Comité adopte le texte du projet de Contribution en vue de sa transmission au CDDH pour examen et adoption éventuelle lors de sa 92^e réunion (26–29 novembre 2019). Le texte du projet de Contribution adopté figure dans le document [DH-SYSC\(2019\)R5 Addendum 2](#).

Point 4 : ÉCHANGE D'INFORMATIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION ET L'EXÉCUTION DES ARRÊTS DE LA COUR

17. La Présidente rappelle que le DH-SYSC, conformément à son mandat pour 2018–2019, a été mandaté « [c]oncernant la mise en œuvre de la Convention et l'exécution des arrêts de la Cour : veiller à l'échange régulier d'informations - pour aider les États membres à développer leurs capacités nationales et faciliter leur accès aux informations pertinentes (voir par exemple le paragraphe 29 (a) i) de la Déclaration de Brighton et le paragraphe C. 1. g) de la Déclaration de Bruxelles) ; à cette fin, étudier les différents moyens de promouvoir un échange plus rapide de vues et d'expériences, pour renforcer le statut des agents du gouvernement, des coordinateurs (cf. para 1 de la CM/Rec(2008)2) et pour fournir les moyens nécessaires aux autorités étatiques impliquées dans le fonctionnement de la Convention et dans le processus d'exécution des arrêts. »⁵. Le Secrétariat a préparé un document d'information en vue de la discussion sur ce sujet (document DH-SYSC(2019)06).

18. A cette fin, le Comité procède à un échange de vues avec Mme Clare OVEY, Adjointe au chef du Service de l'exécution des arrêts de la Cour Européenne des droits de l'homme (le Service de l'exécution), qui a présenté en détail les différents types d'échanges d'informations dans le cadre du processus de l'exécution des arrêts (le texte de la présentation figure à l'[Annexe V](#)), et avec Mme Stéphanie FLECKINGER, Chef du Bureau Central du même Service, qui a présenté la base de données HUDOC-EXEC.

³ Voir la [Déclaration d'Interlaken](#) du 19 février 2010 de la Conférence de haut niveau sur l'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme, mise en œuvre du Plan d'action, point 6.

⁴ Voir le document [CDDH\(2018\)R90](#), § 24 et Annexe VII.

⁵ Voir document [DH-SYSC\(2018\)01rev](#).

19. L'échange des vues met en lumière le grand intérêt et l'appréciation des délégations pour les vastes possibilités d'information et de recherche offertes par la base de données HUDOC-EXEC. Les délégations expriment leur soutien à la tenue régulière de débats thématiques lors des réunions du Comité des Ministres sur les droits de l'homme (actuellement une fois par an), qui constituent une bonne plate-forme pour l'échange d'informations et de pratiques des États membres concernant le processus de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et non pas une occasion pour « nommer et blâmer ». Dans ce contexte, la question de l'opportunité éventuelle d'inviter à ces débats thématiques des experts nationaux des capitales est également évoquée. De plus, les efforts déployés par le Comité des Ministres pour associer au processus d'exécution la société civile par le biais de commentaires écrits sont salués et l'impact de cette coopération pour ce processus est considéré comme positif. Par ailleurs, le dialogue direct entre les États et les représentants du Service de l'exécution lors du processus d'exécution est considéré de manière générale comme très utile. Enfin, l'échange d'expériences avec les représentants du Service de l'exécution, y compris par la pratique de la mise à disposition, au sein du Service de l'exécution, de fonctionnaires nationaux, est estimé comme étant très bénéfique pour le processus de l'exécution et, de ce fait, le Comité encourage un tel échange.

Point 5 : INFORMATION SUR LES TRAVAUX DU DH-SYSC PENDANT LE BIENNIUM 2020/2021

20. Le Secrétariat informe le Comité du calendrier des travaux du DH-SYSC pendant le prochain biennium 2020/2021, tel qu'énoncé dans le projet de mandat qui sera examiné et éventuellement adopté par le Comité des Ministres avant fin 2019. Conformément au projet de mandat, à la lumière des décisions du Comité des Ministres sur les suites à donner à l'évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken, le DH-SYSC doit formuler des propositions au Comité des Ministres sur les deux sujets suivants :

- i) le traitement et la résolution efficace des différends interétatiques (échéance : 31 décembre 2021) ; et
- ii) la réception nationale du système de la Convention européenne des droits de l'homme, afin d'aider les autorités étatiques impliquées dans le fonctionnement de la Convention et dans le processus d'exécution des arrêts à remplir au mieux leur mission, à la lumière des meilleures pratiques nationales existantes. Dans ce but, élaborer des lignes directrices couvrant l'ensemble de l'action au niveau national attendue de la part des États parties pour prévenir et remédier aux violations de la Convention, assorties d'un Guide des meilleures pratiques existantes (échéance : 31 décembre 2021)⁶.

21. A cette fin, le Comité estime qu'il serait utile de créer deux nouveaux groupes de rédaction distincts sur ces deux sujets, à savoir, un Groupe de rédaction chargé du traitement et de la résolution efficace des différends interétatiques (DH-SYSC-IV) et un Groupe de rédaction chargé de la réception nationale de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC-V).

22. Le Secrétariat informe en outre le DH-SYSC des changements récents et à venir dans le personnel au sein du Secrétariat.

⁶ Voir document [CDDH\(2019\)R91](#), Annexe IV.

Point 6 : ADOPTION DU RAPPORT DE RÉUNION

23. Au terme de sa réunion, le Comité adopte le présent rapport de réunion dans les deux langues officielles de l'Organisation.

REMERCIEMENTS

24. Le Comité remercie chaleureusement sa Présidente, Mme Brigitte OHMS, pour la manière excellente dont elle a présidé la réunion et dont elle s'est acquittée de ses tâches lors du biennium 2018–2019. Il remercie par ailleurs Mme Florence MERLOZ, Présidente du Groupe DH-SYSC-II, pour l'excellente manière dont elle a mené les travaux de ce Groupe et salue les travaux approfondis des rapporteurs de ce Groupe. Le Groupe remercie également le Secrétariat pour le soutien qu'il a apporté au Comité.

* * *

Annexe I**Liste des participants**

DH-SYSC
5^e réunion
15–18 octobre 2019

MEMBERS / MEMBRES**ALBANIA / ALBANIE**

Ms Monika LAMCE, Deputy to the Permanent Representative of Albania to the CoE, Representative of the Albanian Advocature Strasbourg

ARMENIA / ARMÉNIE

Ms Manushak ARAKELYAN, Acting Head of the Division of Multilateral International Treaties of the Department of International Treaties and Law of the Ministry of Foreign Affairs of Armenia

Mr Aram HAKOBYAN, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Armenia to the Council of Europe

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Brigitte OHMS, Deputy Government Agent, Division for International Affairs and General Administrative Affairs (dpt. V 5), Federal Ministry for Constitutional Affairs, Reforms, Deregulation and Justice, Constitutional Service, **Chair of the DH-SYSC / Présidente du DH-SYSC**

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Habib ABDULLAYEV, Lead Consultant, Human Rights Unit, Department for Work with Law Enforcement Bodies and Military Affairs, Administration of President of the Republic of Azerbaijan

Ms Zhala IBRAHIMOVA, Deputy to the Permanent Representative of Azerbaijan to the CoE

BELGIUM / BELGIQUE

Ms Isabelle NIEDLISPACHER, Agent du Gouvernement de la Belgique auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, SPF Justice, Service des Droits de l'Homme

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZÉGOVINE

Ms Belma SKALONJIĆ, Agent of the Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina, Government Agent before the ECHR

BULGARIA / BULGARIE (*apologised*)**CROATIA / CROATIE**

Ms Štefica STAŽNIK, Representative, Office of the Representative of the Republic of Croatia before the European Court of Human Rights

CYPRUS / CHYPRE (*apologised*)**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHÈQUE**

Mr Vít A. SCHORM, Government Agent of the Czech Republic before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK (*apologised*)**ESTONIA / ESTONIE**

Ms Maris KUURBERG, Government Agent before the ECtHR, Ministry of Foreign Affairs

Ms Kerli TIIK, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Delegation of Estonia to the COE

FINLAND / FINLANDE

Ms Päivi ROTOLA-PUKKILA, Legal Counsellor, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Legal Service, Ministry for Foreign Affairs of Finland

Ms Mia SPOLANDER, Deputy to the Permanent Representative of Finland to the Council of Europe

Ms Jemina JÄRVILEHTO, Trainee at the Permanent Representation of Finland to the Council of Europe

FRANCE

Mme Barbara MASSIOU, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction des affaires juridiques, Sous-direction des droits de l'Homme

Mme Florence MERLOZ, Sous-directrice des droits de l'homme, Direction des affaires juridiques, Ministère de l'Europe et des affaires étrangères

GEORGIA / GÉORGIE

Mr Beka DZAMASHVILI, Ministry of Justice of Georgia, Head of the Department of State Representation to the International Courts/Government Agent

Ms Tamar ROSTIASHVILI, Ministry of Justice of Georgia, Deputy Head of the Department of State Representation to the International Courts/Deputy Government Agent

Mr Konstantine KVACHAKHIDZE, Deputy Permanent Representative of Georgia to CoE

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Nicola WENZEL, Leiterin des Referates R A 1, Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz

GREECE / GRÈCE

Ms Ourania PATSOPOULOU, Senior Advisor, Office of the Greek Government Agent before the ECourtHR

ICELAND / ISLANDE

Ms Elísabet GÍSLADÓTTIR, Ministry of Justice

IRELAND / IRLANDE

Mr Peter WHITE, Government Agent of Ireland before the European Court of Human Rights, Assistant Legal Adviser, Legal Division, Department of Foreign Affairs and Trade

ITALY / ITALIE

Mr Daniele LOI, Adjoint au Représentant Permanent de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe

Ms Chiara CATAPANO, stagiaire du Représentant Permanent de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe

LATVIA / LETTONIE

Ms E. Emilija PLAKSINS, Office of the Government Agent, Ministry of Foreign Affairs

LIECHTENSTEIN

Mr Martin HASLER, Deputy Permanent Representative of Liechtenstein to the Council of Europe, Office for Foreign Affairs

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Lina URBAITĖ, Agent of the Government of the Republic of Lithuania to the European Court of Human Rights, Ministry of Justice

LUXEMBOURG

Mme Brigitte KONZ, Juge de Paix directrice

MALTA / MALTE

Mr Maurizio CORDINA, Senior Lawyer, Office of the Attorney General

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mr Oleg ROTARI, Agent for the Government, Ministry of Justice

Mr Andrei URSU, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Republic of Moldova to the Council of Europe

MONACO

Ms Laura BENITA, Service du Droit International des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, Direction des Affaires Juridiques

MONTENEGRO / MONTÉNÉGR

Ms Valentina PAVLIČIĆ, Representative of Montenegro before the European Court of Human Rights

Ms Jelena RASOVIC, Adviser

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Kanta ADHIN, Deputy Agent to the European Court of Human Rights, Legal Affairs Department, International Law Division, Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands

NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD

Ms Danica DJONOVA, Acting Agent of the Republic of North Macedonia before the European Court of Human Rights

NORWAY / NORVÈGE

Mr Morten RUUD, Special adviser, Norwegian Ministry of Justice and Public Security, Legislation Department

POLAND / POLOGNE

Mr Jan SOBCZAK, Agent of the Government before the European Court of Human Rights, Deputy Director, Legal and Treaty Department, Ministry of Foreign Affairs

PORTUGAL

Ms Ana GARCIA MARQUES, Lawyer within the Office of the Agent of the Portuguese Government before the ECHR

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Sorana Delia POPA, Deputy to the Permanent Representative of Romania to the Council of Europe

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

Mr Stanislav KOVPAK, Représentant du Ministère de la Justice de la Fédération de Russie, Représentation de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe

Mr Vladislav ERMAKOV, Adjoint au Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe

Ms Olga ZINCHENKO, 3rd Secretary of the Department for Humanitarian Cooperation and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs of Russia

Mr Roman SEDOV, Adjoint au Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de l'Europe

SERBIA / SERBIE (*apologised*)

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (*apologised*)

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Mr Matija VIDMAR, Secretary, Office for International Cooperation and Mutual Legal Assistance, Ministry of Justice

SPAIN / ESPAGNE

Mr Alfonso BRÉZMES MARTÍNEZ DE VILLARREAL, Agent before the ECtHR, Head of the Human Rights Area of the Constitutional Law & Human Rights Department, Ministry of Justice

DH-SYSC(2019)R5

SWEDEN / SUÈDE

Ms Helen LINDQUIST, Special Adviser, Department for International Law, Human Rights and Treaty Law, Ministry for Foreign Affairs, Government Offices of Sweden

SWITZERLAND / SUISSE

Mr Adrian SCHEIDEGGER, Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD, Bundesamt für Justiz BJ

M. Alain CHABLAIS, Dr. iur., Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Représentation de la Suisse devant la Cour européenne des droits de l'Homme, le CAT, le CERD, le CEDAW et le CRC

TURKEY / TURQUIE

Ms Gül Pelin KAYA, Head of Department, Ministry of Justice

Mr Basri YILDIZ, Legal Expert, Ministry of Foreign Affairs

Ms Günseli GUVEN, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Delegation of Turkey to the CoE

Ms Ayşen EMÜLER, Legal Expert, Permanent Delegation of Turkey to the CoE

Mr Ahmet Metin GÖKLER, Justice Counsellor, Permanent Delegation of Turkey to the CoE

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Chanaka WICKREMASINGHE, Agent of the UK before the European Court of Human Rights, Legal Counsellor, Foreign and Commonwealth Office

OBSERVERS / OBSERVATEURS

AMNESTY INTERNATIONAL

Mr Sébastien RAMU, Deputy Programme Director and Head of the Freedoms and Justice team - Law and Policy Programme, Amnesty International International Secretariat

CCBE

Mr Piers GARDNER, Chair of the CCBE Permanent Delegation to the European Court of Human Rights, Council of Bars and Law Societies of Europe – European lawyers promoting law and justice

EUROPEAN NETWORK OF HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS (ENNHRI) / RESEAU EUROPEEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME

Ms Sophie HALE, Human Rights Officer, Secretariat of the European Network of National Human Rights Institutions

HOLY SEE / SAINT-SIEGE

Ms Giorgia BALDINO, Stagiaire, Mission Permanente du Saint-Siège

OPEN SOCIETY JUSTICE INITIATIVE

Mr John DORBER, Advocacy Consultant

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

REGISTRY OF THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS / GREFFE DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Ms Rachael KONDAK, Adviser to the President and the Registrar

Ms Ann-Marie O'NEIL, Registry of the European Court of Human Rights

SECRETARIAT OF THE COMMITTEE OF MINISTERS

Mr John DARCY, Human Rights Meetings and Monitoring Mechanisms

DEPARTMENT FOR THE EXECUTION OF JUDGMENTS OF THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS, DIRECTORATE GENERAL HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW

Ms Claire OVEY, Deputy Head of Department

Ms Stéphanie FLECKINGER, Head of Central Office

* * * *

SECRETARIAT

**DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l’homme et Etat de droit
Council of Europe / Conseil de l’Europe, F-67075 Strasbourg Cedex**

Mr Mikhail LOBOV, Head of Human Rights Policy and Co-operation Department / Chef du Service des politiques et de la coopération en matière de droits de l’homme

Mr Alfonso DE SALAS, Head of the Human Rights Intergovernmental Co-operation Division / Chef de la Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’homme, **Secretary of the CDDH / Secrétaire du CDDH**

Ms Dorothee VON ARNIM, Head of the Unit on the system of the European Convention on Human Rights / Chef de l’Unité sur le système de la Convention européenne des droits de l’homme, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’Homme, **Secretary of the DH-SYSC / Secrétaire du DH-SYSC**

Ms Cipriana MORARU, Administrator, Human Rights Intergovernmental Co-operation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’Homme

Ms Elisa SAARI, Assistant Lawyer, Human Rights Intergovernmental Co-operation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’Homme

Ms Susanne ZIMMERMANN, Administrative Assistant / Assistante administrative, Human Rights Intergovernmental Co-operation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l’homme

INTERPRETERS/INTERPRETES

Mr Grégoire DEVICTOR
Mr Didier JUNGLING
Ms Bettina LUDEWIG

* * *

Annexe II**Ordre du jour**

	Documents de référence concernant tous les points à l'ordre du jour
DH-SYSC(2018)01rev	Extrait du mandat donné par le Comité des Ministres au CDDH concernant les travaux du DH-SYSC pendant le biennium 2018–2019 et extraits pertinents des rapports de réunion du CDDH
CDDH(2019)R91	Rapport de la 91 ^e réunion du CDDH (18–21 juin 2019)
CDDH(2018)R90	Rapport de la 90 ^e réunion du CDDH (27–30 novembre 2018)
DH-SYSC(2017)R4	Rapport de la 4 ^e réunion du DH-SYSC (9–10 novembre 2017)
DH-SYSC(2017)R3	Rapport de la 3 ^e réunion du DH-SYSC (10–12 mai 2017)
DH-SYSC(2016)R2	Rapport de la 2 ^e réunion du DH-SYSC (8–10 novembre 2016)
DH-SYSC(2016)R1	Rapport de la 1 ^e réunion du DH-SYSC (25–27 avril 2016)
CDDH(2015)R84 Addendum I	Rapport du CDDH sur l'avenir à plus long terme du système de la Convention européenne des droits de l'homme
	Déclaration de Copenhague
CDDH(2015)004	Déclaration de Bruxelles
CDDH(2012)007	Déclaration de Brighton
CDDH(2011)010	Déclaration d'Izmir
CDDH(2010)001	Déclaration d'Interlaken
DH-SYSC(2016)009	Décisions adoptées lors de la 1252 ^e réunion des Délégués des Ministres sur le rapport du CDDH sur l'avenir à plus long terme du système de la Convention européenne des droits de l'homme (30 mars 2016)
CM/Res(2011)24	Résolution du Comité des Ministres CM/Res(2011)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail
	POINT 1 : OUVERTURE DE LA RÉUNION, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DE L'ORDRE DES TRAVAUX
DH-SYSC(2019)OJ1rev	Projet d'ordre du jour
DH-SYSC(2019)OT1	Projet d'ordre des travaux

	POINT 2 : EXAMEN, EN VUE DE SON ADOPTION, DE L'AVANT-PROJET DE RAPPORT DU CDDH SUR LA PLACE DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME DANS L'ORDRE JURIDIQUE EUROPEEN ET INTERNATIONAL
DH-SYSC-II(2019)R7 Addendum	Avant-projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international, tel qu'adopté par le DH-SYSC-II lors de sa 7 ^e réunion
DH-SYSC(2019)04	Commentaires sur l'Avant-projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international, en vue de la 5 ^e réunion du DH-SYSC
CDDH(2019)R91 Addendum 7	Projets de chapitres du futur Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international adoptés provisoirement par le CDDH lors de sa 91 ^e réunion (18–21 juin 2019)
DH-SYSC-II(2019)R7	Rapport de la 7 ^e réunion du DH-SYSC-II (18–20 septembre 2019)
DH-SYSC(2019)05 et Annexe	Résumé établi par le Secrétariat concernant l'Avant-projet de rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international, et Annexe : Lettre adressée par la Présidente du DH-SYSC-II à la Présidente du DH-SYSC
	POINT 3 : EXAMEN, EN VUE DE SON ADOPTION, DU PROJET DE CONTRIBUTION DU CDDH À L'ÉVALUATION PREVUE PAR LA DECLARATION D'INTERLAKEN
DH-SYSC(2019)02	Projet de Contribution du CDDH à l'évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken
DH-SYSC(2019)03rev	Commentaires sur le projet de Contribution du CDDH à l'évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken, en vue de la 5 ^e réunion du DH-SYSC
CDDH-BU(2019)R101 Addendum	Projet d'éléments additionnels résultant de la Déclaration de Copenhague qui devraient être reflétés dans le futur rapport de suivi d'Interlaken
DH-SYSC(2019)07	Commentaires sur le Projet d'éléments additionnels résultant de la Déclaration de Copenhague qui devraient être reflétés dans le futur rapport de suivi d'Interlaken (document CDDH-BU(2019)R101 Addendum)
CDDH(2018)R90 Annexe VII	Projet de table des matières de la contribution du CDDH à l'évaluation prévue par la Déclaration d'Interlaken, tel qu'approuvé par le CDDH lors de sa 90 ^e réunion
CDDH(2019)R91Addendum 2	Rapport sur les mesures prises par les États membres pour mettre en œuvre les parties pertinentes de la Déclaration de Bruxelles, adopté par le CDDH lors de sa 91 ^e réunion (18–21 juin 2019)

	POINT 4 : ECHANGE D'INFORMATIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION ET L'EXECUTION DES ARRÊTS DE LA COUR
DH-SYSC(2019)06	Document d'information pour une discussion sur l'échange d'informations concernant la mise en œuvre de la Convention et l'exécution des arrêts de la Cour
	POINT 5 : INFORMATION SUR LES TRAVAUX DU DH-SYSC PENDANT LE BIENNIUM 2020/2021
	POINT 6 : ADOPTION DU RAPPORT DE RÉUNION

* * *

Annexe III

Déclarations faites par la Délégation de la Fédération de Russie concernant le libellé des paragraphes 122, 185 et 427 du projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international (DH-SYSC(2019)R5 Addendum 1)⁷

(lors de la 5^e réunion du DH-SYSC, Strasbourg, 15–18 octobre 2019)

(en anglais uniquement)

The position expressed by the Russian Federation, at the 5th DH-SYSC meeting, concerning the wording of paragraphs 122, 185 and 427 of the draft Report

The Russian delegation regrets the lack of substantive recommendations corresponding to the challenges identified in the report. The need to preserve the authority of the Court was enshrined in the Copenhagen Declaration⁸ and in the report of the CDDH on the longer-term future of the system of the ECHR⁹. The Russian Federation considers it an important issue that must be reflected in the concluding part of the subchapter “State responsibility and extraterritorial application of the European Convention on Human Rights” and of the Report as a whole. One of the key challenges that threaten the authority of the Court lies in fragmentation of international law due to application by the Court of its own requirements for establishing jurisdiction¹⁰ and lack of clear distinction between jurisdiction and responsibility in the Court’s decisions.¹¹ This approach goes against the rules of general international law and practice of other international courts, including the ICJ. Therefore the Russian Federation suggests that paras. 185 and 427 be strengthened by referencing the need that the Court, in the interest of preserving its authority, more consistently applied relevant rules of general international law, including those codified in the ARSIWA.

⁷ *Note du secrétariat* : Les numéros de paragraphes mentionnés correspondent à ceux qui figurent dans le document [DH-SYSC-II\(2019\)R7Addendum](#).

⁸ “The quality and in particular the clarity and consistency of the Court’s judgments are important for the authority and effectiveness of the Convention system” (par.27 of the Declaration).

⁹ “While acknowledging that the interpretation of the Convention is a prerogative of the Court itself, the CDDH noted that an interpretation of the Convention which is at odds with other instruments of public international law (such as international humanitarian law) could have a detrimental effect on the authority of the Court’s case law and the effectiveness of the Convention system as a whole.” (par.186 of the CDDH report); “The authority of the Court is vital for its effectiveness and for the viability of the Convention system as a whole. These are contingent on the quality, cogency and consistency of the Court’s judgments, and the ensuing acceptance thereof by all actors of the Convention system, including governments, parliaments, domestic courts, applicants and the general public as a whole.” (par. 195(ii) of the CDDH report).

¹⁰ See, *inter alia*, paras. 133, 136, 178 of the draft report.

¹¹ See, *inter alia*, paras. 90, 135, 184, 426 of the draft report.

The Russian Federation also regrets that the Report falls short of admitting that the Court in its judgment in the case *Catan and Others v. Moldova and Russia* not merely developed, but significantly expanded the factors inherent in the determination of the existence of “effective control”. Compared to general international law, this threshold was dramatically lowered by the ECtHR, thus deviating from the approach of the International Law Commission and the International Court of Justice¹².

Moreover, the Court not only found Russia responsible while openly admitting the absence of any evidence of Russian involvement in the alleged violations¹³, but also made no distinction between jurisdiction and responsibility¹⁴. Despite these obvious inconsistencies – acknowledged even in the Report itself¹⁵ – the latter still fails to qualify the *Catan* decision as contradictory in paragraph 122 or 133.

The Russian Federation stresses that this approach of the ECtHR, divergent from general international law, causes unavoidable difficulties for States in determining the scope of their obligations under the Convention, as well as at the stage of the execution of judgments in situations of extraterritoriality.

¹² Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v United States of America), 27 June 1986; Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, (Bosnia and Herzegovina v Serbia and Montenegro) 26 February 2007.

¹³ See *Catan and Others v. the Republic of Moldova and Russia* [GC], nos. 43370/04, 8252/05 and 18454/06, 19 October 2012, paragraphs 114 (“The Court accepts that there is no evidence of any direct involvement of Russian agents in the action taken against the applicants’ schools.”) and 149 (“The Court notes that there is no evidence of any direct participation by Russian agents in the measures taken against the applicants. Nor is there any evidence of Russian involvement in or approbation for the “MRT”’s language policy in general. Indeed, it was through efforts made by Russian mediators, acting together with mediators from Ukraine and the OSCE, that the “MRT” authorities permitted the schools to reopen as “foreign institutions of private education” (see paragraphs 49, 56 and 66 above).”).

¹⁴ Partly dissenting opinion of Judge Kovler in *Catan and Others v. the Republic of Moldova and Russia* [GC] (“... as in the earlier cases of *Ilaşcu and Others v. Moldova and Russia* ([GC], no. 48787/99, ECHR 2004-VII) and *Ivanțoc and Others v. Moldova and Russia* (no. 23687/05, 15 November 2011), I do not share the conclusions of the majority regarding a number of points. In those cases I expressed my disagreement with the methodology of the analysis (wrong parallels with a Cyprus-type conflict), the (somewhat selective) presentation of the facts, the analysis (both disputable and disputed by a number of specialists) of the concepts of “jurisdiction” and “responsibility”...”; B.Bowring, 'Case commentary: *Catan v Moldova and Russia*: geopolitics and the right to education, and why "no person" is in fact a child'. *International Justice* 1 (9), 2014, pp. 44-59 (“... the ECtHR has opened itself to serious criticism in its judgments in the three cases, *Ilaşcu*, *Ivanțoc*, and now *Catan*, in which it has attributed responsibility to Russia through faulty and inadequate reasoning”); M. Milanović, 'Catan and Others'. *European Journal of International Law: Talk!*, 21 October 2012 (“Is the Court here saying that Russia was responsible for *everything* that the MRT did, i.e. that all of its acts were attributable to Russia, by virtue of some ECHR-specific rule of attribution? Not only would this go against what the ILC and the ICJ had to say on the matter, but this would also contradict the earlier passages in *Catan* in which the Court draws the distinction between jurisdiction and responsibility. [...] In effect, the Court would appear to have treated this case in exactly the same way as if Russian authorities were directly involved in the closing of the schools, and that just does not seem right to me.”).

¹⁵ See paragraphs 133 and 135 of the draft Report.

Amendments proposed by the delegation of the Russian Federation

Paragraph 122

Replace the first sentence with the following:

“In relation to the Court’s category of extraterritorial application on the basis of “effective control of an area”, there has been significant expansion as regards the factors the Court will consider, notably in the contradictory¹⁶ Court’s judgment in *Catan and Others v. the Republic of Moldova and Russia*¹⁷.”

Paragraph 185

Adjust its wording as follows:

“Apparent inconsistencies in the Court’s interpretation of “jurisdiction” will result in unpredictability and uncertainty among the States as to how their actions might be qualified by the ECtHR. Providing legal certainty is central to the legitimacy of the ECtHR and the maintenance of its effectiveness and authority as an independent and competent judicial institution. In view of the foregoing, and in order to avoid a risk of fragmentation of the international legal order, as well as in the interest of preserving the authority of the Court’s decisions, it would be desirable if the Court more consistently applied relevant rules of general international law, including those codified in ARSIWA in cases concerning attribution of conduct to the respondent State before it.”

Paragraph 427

Adjust its wording as follows:

“Legal certainty as regards the applicable rules concerning the interpretation of the ECHR, and its relationship with other rules of international law, for example international humanitarian law, as well as clarity and consistency in the application by the Court of general rules of international law on state responsibility, is of great importance for the States Parties. As the ECtHR itself found on many occasions, as follows from Article 31 § 3 (c) of the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties, the ECHR cannot be interpreted in a vacuum and should as far as possible be interpreted in harmony with other rules of international law of which it forms part, including those relating to the international protection of human rights.”

¹⁶ See also Partly dissenting opinion of Judge Kovler in *Catan and Others v. the Republic of Moldova and Russia* [GC]; B.Bowring, 'Case commentary: *Catan v Moldova and Russia*: geopolitics and the right to education, and why "no person" is in fact "a child". *International Justice* 1 (9), 2014, pp. 44-59; M. Milanović, 'Catan and Others'. *European Journal of International Law: Talk!*, 21 October 2012.

¹⁷ *Catan and Others v. the Republic of Moldova and Russia* [GC], nos. 43370/04, 8252/05 and 18454/06, 19 October 2012.

Annexe IV

Déclaration faite par la Délégation de la République de Moldova concernant le libellé du paragraphe 133 du projet de Rapport du CDDH sur la place de la Convention européenne des droits de l'homme dans l'ordre juridique européen et international (DH-SYSC(2019)R5 Addendum 1)¹⁸

(lors de la 5^e réunion du DH-SYSC, Strasbourg, 15–18 octobre 2019)

(en anglais uniquement)

The position expressed by the Republic of Moldova, at the 5th DH-SYSC meeting, concerning the wording of paragraph 133 of the draft Report

The Republic of Moldova proposed the following text:

133. Several other judgments further developed the scope of the States' jurisdiction where they were found to have effective control of an area and in particular in cases where that control was found to be exercised not directly, but through a subordinate administration. In several cases concerning the existence, within the territory of a Contracting State, of an entity which is not recognised by the international community as a sovereign State, with the support of the respondent State, the Court had not only had regard to the strength of the State's military presence in the area. In *Ilaşcu* the Court did not require effective control, considering "decisive influence" to be a sufficient requirement for establishing jurisdiction. In *Catan*, even though no direct involvement of the agents of the respondent State was established [insert footnote: reference to paragraph 123 of the current report], the Court nevertheless concluded that the respondent State exercised "effective control and decisive influence" over the separatist administration, which was found to continue in existence "only because of Russian military, economic and political support".¹⁹

Nevertheless, it is to be noted that the development of the Courts' assessment from *Ilaşcu* case to *Catan* case occurred due to the changes of the situation in the transnistrian region of the Republic of Moldova which took place after the events described in *Ilaşcu*. In *Catan*, the Court explained the way in which the respondent state (Russian Federation) transformed its decisive influence in the transnistrian region through all of its means of support (military, economic and political) to the separatist regime, which determined not just a decisive influence but an effective control.

[...]

¹⁸ *Note du secrétariat* : Les numéros de paragraphes mentionnés correspondent à ceux qui figurent dans le document [DH-SYSC-II\(2019\)R7Addendum](#).

¹⁹ *Catan and Others*, cited above, § 122.

Annexe VÉCHANGE D'INFORMATIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE LA
CONVENTION ET L'EXÉCUTION DES ARRÊTS DE LA COUR**Présentation de Mme Clare OVEY, Adjointe au chef du Service de l'exécution
des arrêts de la Cour Européenne des droits de l'homme**

17 OCTOBRE 2019

(en anglais uniquement)

Your mandate requires you to ensure that information is exchanged regularly, to assist member States in developing their capacities and facilitate their access to relevant information.

This can refer to exchanges of information between a number of different actors in the execution process.

- Exchange of information between the Committee of Ministers (CM) and the state authorities – I would rather describe this as accessibility of information about CM and State practice in execution
- Exchange of information between the 47 Member States (MS) of the Council of Europe
- Exchange of information between the national coordinator/government agent (GA) and the Department of Execution (DEJ)
- Exchange of information between the various state authorities and the GA

Exchange of information between the CM and the state authorities

As you know, the CM meets in its human rights format (DH meetings) four times a year, when it adopts decisions and resolutions on the execution of judgments by the MS.

Immediately after the meeting we publish all the decisions that were adopted. We also distribute them on social media – the DEJ has a Twitter account that you might want to follow (https://twitter.com/coe_execution).

Over the many decades that the CM has been performing its role under the Convention of supervising execution, it has developed an extensive body of practice (“*acquis*” as the Court recently called it²⁰). This practice can guide the state authorities in deciding how they should approach similar problems. In the DEJ we have been working on making this information more accessible and searchable, mainly through the development of the HUDOC-EXEC database ([HUDOC-EXEC](#)), or through document such as the Enhanced Table that lists all the main groups in the Enhanced procedure which is published at each DH meeting ([ENHA Table](#)).

²⁰ *Ilgar Mammadov v. Azerbaijan (Article 46 § 4 proceedings)* § 164.

DH-SYSC(2019)R5

We are also working on factsheets to provide in consolidated and thematic form information on CM practice as regards reopening of domestic procedures, payment of just satisfaction and constitutional procedures. These should be online before the end of the year.

Every year the CM adopts an Annual Report on execution and this is full of statistical and thematic information, together with an overview by the Director General and the Chairs. Past Annual Reports can be found on our website ([Execution Dpt annual reports](#)).

Finally, we are working on a HELP module specifically on the execution process, with examples and guidance on how to access further information.

Exchange of information between the 47 MS of the CoE

This can take place at the DH meetings, when delegations can exchange views on the execution of specific cases.

In accordance with the Brussels Declaration, the CM has also been organising thematic debates adjacent to DH meetings. In 2018 a thematic debate was held on conditions of detention and national remedies. In 2019 the thematic debate was on the procedural obligation to investigate ill treatment and killings by security forces. Many delegations brought experts from the capitals and we heard how the authorities of many MS have organised their investigatory procedures to comply with Convention obligations.

For 2020 we are thinking of using the Annual report as a springboard to discuss national capacity for the execution of judgments and good practices from the MS that have been used to enable the execution of some very complex and sensitive cases. We are thinking of inviting other national stake-holders, such as Parliamentarians and representatives of national human rights institutions and NGOs to take part. A concept paper will be distributed for discussion in the GR-H before the end of the year.

Finally, the DEJ organises roundtables and conferences to bring together experts from MS to share information about practice in their countries. This week a high-level regional conference on the duty to investigate ill-treatment is taking place in Montenegro.

Exchange of information between the GA and the DEJ

This has definitely improved over the course of the Interlaken process – it introduced the idea that states should send action plans and action reports. You can find a very clear guide to assist in the drafting of Action Plans and actions Reports on our website “vademecum”).

Please don't forget about older cases. It is CM practice to transfer cases from standard to enhanced procedure after five years if nothing is being done to get them executed. Often we find that measures have been taken but we have not been informed in an Action Report.

It is CM practice to do partial closures of groups of repetitive cases where individual measures have been taken, and to continue supervising the general measures in one or several leading cases. To close individual cases we need information on individual measures, particularly reopening where relevant.

We are happy to organise study visits and in-country training for GA staff.

Exchange of information between the various state authorities and the GA

When we go on mission to countries sometimes we feel that the roundtables we organise are the first time the relevant actors at state level have sat down together to discuss issues – it often provides the key to resolve long-standing problems.

In particular, I would urge you to make sure that CM decisions are translated into your national language and circulated to the relevant ministries, the courts and Parliament. We have been trying to improve the way these are drafted so that they are more easily understood to “outsiders” who are not fully immersed in CM procedure, the ECtHR’s case-law or the execution history of certain long-standing cases.

Short presentation of the HUDOC-EXEC database ([HUDOC-EXEC](#)):

HUDOC-Exec is a documentary database that centralises the public documents related to all pending and closed cases dealt with by the Execution Department. The documents available include action plans, actions reports, communications from the civil society, interim resolutions, final resolutions, etc...

The aim of the tool, which is based on the ECHR’s HUDOC database, is to increase the visibility of the Execution process by making readily available the public documents relating to cases.

The cases can be searched using various filters and easy to use search engines.

In each case the different tabs allow an organized view of the documents available, and a brand-new tab lists all the CMDH decisions related to each case, where applicable.

The RSS-feed tool allows users to save their searches and be informed when new documents relating to their search has been uploaded. Set RSS-feed searches have also been saved on the Execution website per country, which can be easily saved on ones browser ([pre-saved RSS feeds](#)).

The Execution department is happy to hear any feedback relating to the HUDOC database, to allow us to improve the current tool. We are also happy to organize training sessions with government agents and other officials in Strasbourg or in the Member States in relation to HUDOC-Exec.